

No. 48863*

**Argentina
and
France**

Agreement between the Government of the Argentine Republic and the Government of the French Republic on the "working holiday" program. Paris, 18 February 2011

Entry into force: *1 June 2011 by notification, in accordance with article 10*

Authentic texts: *French and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Argentina, 16 August 2011*

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**Argentine
et
France**

Accord relatif au programme "vacances-travail" entre le Gouvernement de la République argentine et le Gouvernement de la République française. Paris, 18 février 2011

Entrée en vigueur : *1er juin 2011 par notification, conformément à l'article 10*

Textes authentiques : *français et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Argentine, 16 août 2011*

** Numéro de volume RTNU n'a pas encore été établie pour ce dossier. Les textes reproduits ci-dessous, s'ils sont disponibles, sont les textes authentiques de l'accord/pièce jointe d'action tel que soumises pour l'enregistrement et publication au Secrétariat. Pour référence, ils ont été présentés sous forme de la pagination consécutive. Les traductions, s'ils sont inclus, ne sont pas en form finale et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD

RELATIF

AU PROGRAMME « VACANCES-TRAVAIL »

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE ARGENTINE

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

Le Gouvernement de la République argentine

Et

Le Gouvernement de la République française

Ci-après dénommés « les Parties »

Souhaitant promouvoir des relations de coopération plus étroites entre leurs deux Etats ;

Désireux de créer davantage d'occasions pour que leurs jeunes ressortissants puissent apprécier la culture et le mode de vie de l'autre Etat, y compris à travers le travail, et d'établir de cette manière une meilleure entente mutuelle ;

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1

1. Les deux Parties créent un programme « Vacances-Travail » afin d'autoriser de jeunes ressortissants de chacun des deux Etats à séjourner sur le territoire de l'autre Etat, à titre individuel, dans le but d'y passer des vacances, en ayant la possibilité d'obtenir et occuper un emploi leur permettant de compléter les moyens financiers dont ils disposent.

2. Chaque Partie délivre gratuitement aux ressortissants de l'autre Etat, sous réserve de considérations d'ordre public, un visa « Vacances-Travail » leur permettant des entrées multiples, d'une durée de validité d'un an, dès lors que ces ressortissants remplissent les conditions suivantes :

a) leurs motivations répondent aux objectifs du programme tels que définis au paragraphe 1 du présent article ;

b) ils n'ont pas bénéficié antérieurement de ce programme ;

c) ils sont âgés de dix-huit à trente ans révolus à la date du dépôt de la demande de visa « Vacances-Travail » ;

d) ils ne sont pas accompagnés de personnes à charge ;

e) ils sont titulaires d'un passeport en cours de validité ;

f) ils disposent des ressources financières nécessaires pour subvenir à leurs besoins au début de leur séjour ;

g) ils présentent un certificat médical attestant de leur bonne santé ;

h) ils n'ont pas d'antécédents pénaux.

ARTICLE 2

Les ressortissants de chacun des deux Etats qui souhaitent obtenir un visa « Vacances-Travail » doivent en faire la demande auprès d'une représentation diplomatique ou consulaire de l'autre Etat.

ARTICLE 3

1. Les visas « Vacances-Travail » délivrés par la Partie française sont valables pour le territoire européen de la République française. Les visas « Vacances-Travail » délivrés par la Partie argentine sont valables pour l'ensemble de son territoire.

2. Chaque Partie autorise les ressortissants de l'autre Etat, titulaires d'un visa "Vacances-Travail" en cours de validité, à séjourner sur son territoire tel que défini au paragraphe 1 du présent article pendant une durée maximale d'un an à compter de la date d'entrée, et à obtenir et occuper un emploi dans le but de compléter les moyens financiers dont ils disposent.

3. Les ressortissants de chacun des deux Etats qui séjournent sur le territoire de l'autre Etat sous couvert d'un visa « Vacances-Travail » ne peuvent pas prolonger leur séjour au-delà de la durée autorisée ni changer de statut. Pour ce qui concerne la Partie française, une exception est consentie au bénéfice des ressortissants de la partie argentine qui rempliront les conditions de délivrance d'une carte de séjour portant la mention « Compétences et Talents » et en feront la demande trois mois avant l'expiration de leur visa « Vacances-Travail ».

ARTICLE 4

1. Les ressortissants français, titulaires d'un visa « Vacances-Travail » délivré par les autorités argentines, sont, dès leur entrée sur le territoire argentin, autorisés à obtenir et occuper un emploi conformément aux dispositions du présent Accord.

2. Les ressortissants argentins, titulaires d'un visa « Vacances-Travail » délivré par les autorités françaises, sont, dès leur entrée sur le territoire français, autorisés à obtenir et occuper un emploi conformément aux dispositions du présent Accord.

ARTICLE 5

1. Les ressortissants de chacun des deux Etats, qui séjournent dans l'autre Etat sous couvert d'un visa « Vacances-Travail », sont soumis à la législation en vigueur dans l'Etat d'accueil pendant leur séjour dans celui-ci, notamment en ce qui concerne l'exercice des professions réglementées.

2. Les points n'ayant pas été abordés dans le présent Accord sont régis par les législations nationales respectives des deux Etats.

ARTICLE 6

1. Lors de la délivrance du visa « Vacances-Travail », les représentations diplomatiques ou consulaires concernées remettent aux participants du programme une documentation qui comporte des informations sur les conditions générales de vie et d'accès à l'emploi dans l'Etat d'accueil.

2. Les deux Parties encouragent les organismes compétents dans leurs Etats respectifs à conseiller de façon appropriée les ressortissants de l'autre Etat titulaires d'un visa « Vacances-Travail ».

ARTICLE 7

1. Les participants au programme « Vacances-Travail » doivent justifier de la possession d'une assurance médicale couvrant l'ensemble des risques liés à la maladie-maternité-invalidité et à l'hospitalisation dans l'Etat d'accueil pour la durée du séjour.

2. Les participants au programme « Vacances-Travail » ne peuvent être bénéficiaires des allocations chômage et de l'assistance sociale de l'Etat d'accueil.

ARTICLE 8

1. Le nombre maximum de participants autorisés à bénéficier du présent programme est fixé par échange de notes diplomatiques entre les Parties.

2. Les Parties fixent également par échange de notes diplomatiques le montant minimal des ressources exigibles au regard de l'article 1 paragraphe 2 f).

3. Chaque année, les Parties se communiquent mutuellement, par voie diplomatique, le nombre total de visas délivrés durant l'année précédente à des ressortissants de l'autre Partie au titre du présent Accord. Le décompte de ces visas s'effectue du 1er janvier au 31 décembre. Lors de la première année, il s'effectue à partir de la date d'entrée en vigueur du présent Accord jusqu'au terme de l'année en cours.

ARTICLE 9

Les deux Parties se réunissent, lorsque cela est nécessaire, pour évaluer l'application du présent Accord, à la demande de l'une ou l'autre des Parties.

ARTICLE 10

1. Le présent Accord est conclu pour une durée indéterminée. Il entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit la date de réception de la dernière notification transmise par voie diplomatique signalant l'accomplissement par chaque Partie des procédures internes requises pour son entrée en vigueur.

2. Les Parties peuvent modifier le présent Accord au moyen d'un avenant sous forme d'échanges de lettres, lequel entre en vigueur conformément aux modalités prévues au paragraphe précédent.

3. Chaque Partie peut suspendre temporairement l'application du présent Accord, en totalité ou en partie. Une telle suspension est notifiée immédiatement à l'autre Partie par voie diplomatique.

4. Chaque Partie peut dénoncer le présent Accord en le notifiant à l'autre Partie par la voie diplomatique avec un préavis de trois mois.

5. La dénonciation ou la suspension temporaire du présent Accord, sauf accord contraire entre les deux Parties, n'a pas d'incidence sur le droit au séjour des personnes déjà titulaires d'un visa « Vacances-Travail ».

Fait à Paris, le 18 février 2011, en deux exemplaires originaux, en langues espagnole et française, les deux exemplaires faisant également foi.



**POUR LE GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE ARGENTINE**



**POUR LE GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE**

[SPANISH TEXT – TEXTE ESPAGNOL]

ACUERDO

RELATIVO

AL PROGRAMA DE “VACACIONES Y TRABAJO”

ENTRE

EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA ARGENTINA

Y

EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA FRANCESA

El Gobierno de la República Argentina

y

El Gobierno de la República Francesa,

En adelante denominados «las Partes»,

Interesados en promover relaciones de cooperación más estrechas entre sus dos Estados,

Deseosos de desarrollar más oportunidades para que sus jóvenes nacionales puedan apreciar la cultura y la forma de vida del otro Estado, incluso a través del trabajo, y de esta manera establecer un mejor entendimiento mutuo,

Han acordado lo siguiente:

ARTÍCULO 1

1. Las dos Partes acuerdan crear un programa de “Vacaciones y Trabajo”, con el fin de autorizar a jóvenes nacionales de cada uno de los dos Estados a permanecer en el territorio del otro Estado, a título individual, con el propósito de pasar allí vacaciones y tener la posibilidad de obtener y ocupar un empleo que les permita completar los recursos financieros de que disponen.

2. Cada Parte expedirá gratuitamente a los nacionales del otro Estado, excepto por consideraciones de orden público, una visa de “Vacaciones y Trabajo” que les permita múltiples entradas y con validez por un año, siempre que dichos nacionales cumplan con las siguientes condiciones:

- a) que sus motivaciones respondan a los objetivos del programa, tal y como fueron definidos en el párrafo 1 del presente artículo;
- b) que no se hayan beneficiado anteriormente con este programa;
- c) que tengan entre dieciocho y treinta años cumplidos en la fecha de presentación de la solicitud de visa de “Vacaciones y Trabajo”;
- d) que no estén acompañados por personas que se encuentren a su cargo;
- e) que sean titulares de un pasaporte válido;
- f) que dispongan de los recursos financieros necesarios para solventar sus necesidades al inicio de su estadía;
- g) que presenten un certificado médico que garantice su buena salud;
- h) que no tengan antecedentes penales.

ARTÍCULO 2

Los nacionales de cada uno de los dos Estados que deseen obtener una visa de “Vacaciones y Trabajo” deberán solicitarla ante una representación diplomática o consular del otro Estado.

ARTÍCULO 3

1. Las visas de “Vacaciones y Trabajo” expedidas por la Parte francesa serán válidas para el territorio europeo de la República Francesa. Las visas de “Vacaciones y Trabajo” expedidas por la Parte argentina serán válidas para todo su territorio.

2. Cada Parte autorizará a los nacionales del otro Estado titulares de una visa de “Vacaciones y Trabajo” válida a permanecer en su territorio, tal y como fue definido en el inciso 1 del presente artículo, durante un período máximo de un año a partir de la fecha de entrada y a obtener y ocupar un empleo con el propósito de que puedan completar los recursos financieros de que dispongan.

3. Los nacionales de cada uno de los dos Estados que permanezcan en el territorio del otro Estado, con una visa de “Vacaciones y Trabajo”, no podrán prolongar su estadía más allá del período autorizado ni cambiar su estatuto. Por la Parte francesa, se hará una excepción con los nacionales de la Parte argentina que reúnan las condiciones para que se les otorgue un permiso de residencia con la mención “Competencias y Talentos”, efectuando la solicitud tres meses antes de que expire su visa de “Vacaciones y Trabajo”.

ARTÍCULO 4

1. Los nacionales franceses titulares de una visa de “Vacaciones y Trabajo” expedida por las autoridades argentinas estarán autorizados, desde el momento de su entrada en el territorio argentino, a obtener y ocupar un empleo, de conformidad con las disposiciones del presente Acuerdo.

2. Los nacionales argentinos titulares de una visa de “Vacaciones y Trabajo” expedida por las autoridades francesas estarán autorizados, desde el momento de su entrada en el territorio francés, a obtener y ocupar un empleo, de conformidad con las disposiciones del presente Acuerdo.

ARTÍCULO 5

1. Los nacionales de cada uno de los dos Estados que permanezcan en el otro Estado, con una visa de “Vacaciones y Trabajo”, se regirán por la legislación vigente en el Estado anfitrión durante su estadía en éste, concretamente en lo relacionado con el ejercicio de las profesiones reglamentadas.

2. Los puntos que no se hayan abordado en el presente Acuerdo se regirán por las respectivas legislaciones nacionales de los dos Estados.

ARTÍCULO 6

1. Cuando se expida la visa de “Vacaciones y Trabajo”, las representaciones diplomáticas o consulares correspondientes entregarán a los participantes del programa documentación con información sobre las condiciones generales de vida y acceso al empleo en el Estado anfitrión.

2. Las dos Partes alentarán a los organismos competentes en sus respectivos Estados a asesorar apropiadamente a los nacionales del otro Estado titulares de una visa de “Vacaciones y Trabajo”.

ARTÍCULO 7

1. Los participantes en el programa de “Vacaciones y Trabajo” deberán acreditar que poseen un seguro médico que cubra todos los riesgos de enfermedad, maternidad, invalidez e internación hospitalaria en el Estado anfitrión durante su estadía.

2. Los participantes en el programa de “Vacaciones y Trabajo” no podrán ser beneficiarios de subsidios de desempleo y de asistencia social del Estado anfitrión.

ARTÍCULO 8

1. La cantidad máxima de participantes autorizados que se beneficiarán con el presente programa se fijará mediante el canje de notas diplomáticas entre las Partes.

2. Las Partes fijarán también mediante el canje de notas diplomáticas el monto mínimo de los recursos exigibles de conformidad con el Artículo 1 inciso 2 f).

3. Cada año, las Partes se comunicarán mutuamente, a través de la vía diplomática, el número total de visas expedidas durante el año anterior a nacionales de la otra Parte de conformidad con el presente Acuerdo. El recuento de estas visas se realizará desde el 1° de enero al 31 de diciembre. En el primer año, el recuento se realizará desde la fecha de entrada en vigor del presente Acuerdo hasta la finalización del año en curso.

ARTÍCULO 9

Las dos Partes se reunirán, cuando sea necesario, para evaluar la aplicación del presente Acuerdo, a solicitud de cualquiera de las Partes.

ARTÍCULO 10

1. El presente Acuerdo se celebra por un plazo indeterminado. Entrará en vigor el primer día del segundo mes posterior a la fecha en que se reciba la última notificación, a través de la vía diplomática, en la que se indique que cada Parte cumplió con los procedimientos internos requeridos para su entrada en vigor.

2. Las Partes podrán modificar el presente Acuerdo mediante un acuerdo por canje de notas, que entrará en vigor de conformidad con las modalidades previstas en el inciso anterior.

3. Cada Parte podrá suspender temporalmente la aplicación del presente Acuerdo, en todo o en parte. La suspensión se notificará inmediatamente a la otra Parte por la vía diplomática.

4. Cada Parte podrá denunciar el presente Acuerdo notificando a la otra Parte, a través de la vía diplomática, con tres meses de anticipación.

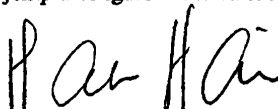
5. La denuncia o la suspensión temporal del presente Acuerdo, salvo acuerdo en contrario entre las dos Partes, no afectará el derecho de permanencia de las personas que ya sean titulares de una visa de "Vacaciones y Trabajo".

Hecho en París, a los 18 días del mes de febrero del año 2011, en dos ejemplares originales, en lenguas española y francesa, siendo ambos ejemplares igualmente válidos.



**POR EL GOBIERNO
DE LA REPÚBLICA ARGENTINA**

Hector TIMERMAN



**POR EL GOBIERNO
DE LA REPÚBLICA FRANCESA**

Michel ALLIOT-MARIE

[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE ARGENTINE
REPUBLIC CONCERNING THE WORKING HOLIDAY PROGRAMME

The Government of the Argentine Republic and the Government of the French Republic, hereinafter referred to as “the Parties”

Wishing to promote closer co-operative relations between their two States;

Desiring to create more opportunities for their young nationals to enjoy the culture and lifestyle of the other State, including through work, and so to establish a better mutual understanding;

Have agreed as follows:

Article 1

1. The two Parties shall establish a working holiday programme to enable young nationals of either State, individually, to reside in the territory of the other State in order to spend a holiday, with the possibility of obtaining and holding a job to supplement their financial resources.

2. Subject to public order and public security considerations, each Party shall issue free of charge to nationals of the other State a multiple-entry working holiday visa, valid for one year, provided these nationals fulfil the following conditions:

- a) They are motivated by the objectives of the programme, as defined in paragraph 1 of this Article;
- b) They have not previously taken part in the programme;
- c) They are aged between eighteen and thirty years (inclusive) at the time their application for a working holiday visa is lodged;
- d) They are not accompanied by any dependents;
- e) They hold a valid passport;
- f) They have the financial resources necessary to provide for their needs at the beginning of their stay;
- g) They present a medical certificate showing that they are in good health;
- h) They have no criminal record.

Article 2

Nationals of either State seeking a working holiday visa must submit an application to a diplomatic or consular office of the other State.

Article 3

1. Working holiday visas issued by the French Party shall be valid for the European territory of the French Republic. Working holiday visas issued by the Argentine Party are valid throughout its territory.

2. Each Party shall permit nationals of the other State holding a valid working holiday visa to stay in the territory as defined in paragraph 1 of this Article for a maximum of one year from the date of entry, and to obtain and hold employment to supplement the funds they have available.

3. Nationals of either State visiting the territory of the other State on a working holiday visa may not extend their stay beyond the authorized time or change their status. As regards the French Party, an exception shall be made for Argentine nationals who fulfil the conditions for a residence permit bearing a reference to “Compétences et Talents” (skills and talents) and who apply for that permit three months before their working holiday visa expires.

Article 4

1. French nationals holding a working holiday visa issued by the Argentine authorities shall be authorized, from the time of their arrival in Argentine territory, to undertake employment under the terms of this Agreement.

2. Argentine nationals holding a working holiday visa issued by the French authorities shall be authorized, from the time of their arrival in French territory, to undertake employment under the terms of this Agreement.

Article 5

1. Nationals of either State staying in the other State on a working holiday visa shall be subject to the legislation of the host State during their stay therein, in particular as regards the practice of regulated professions.

2. Matters not addressed in this Agreement shall be governed by the respective national laws of each of the two States.

Article 6

1. When the working holiday visa is issued, programme participants shall be provided by the relevant diplomatic or consular representations with documentation on general living conditions and access to employment in the host State.

2. Both Parties shall encourage the relevant bodies of their respective states to give appropriate advice to nationals of the other State holding a working holiday visa.

Article 7

1. Participants in the working holiday programme shall provide proof of medical insurance covering all risks related to illness, maternity, disability and hospitalization in the host State for the duration of the stay.

2. Participants in the working holiday programme may not receive unemployment compensation or social assistance from the host State.

Article 8

1. The maximum number of participants authorized to participate in this programme shall be determined by an exchange of diplomatic notes between the Parties.

2. The minimum amount of resources required under Article 1(2)(f) shall also be set by an exchange of diplomatic notes, between the Parties.

3. Each year, the Parties shall advise one another, through the diplomatic channel, of the total number of visas issued under this Agreement during the previous year to nationals of the other Party. The allocation of visas to participants shall take place from 1 January to 31 December. During the first year, it shall take place from the date of entry into force of the Agreement until the end of the year.

Article 9

The two Parties shall meet as necessary to evaluate the implementation of this Agreement, at the request of either Party.

Article 10

1. This Agreement is concluded for an indefinite period. It shall enter into force on the first day of the second month following the date of receipt of the last notification, through the diplomatic channel, of the fulfilment by each Party of the requisite internal procedures.

2. The Parties may make amendments to this Agreement in the form of an exchange of letters; such amendments shall enter into force in accordance with the provisions of the preceding paragraph.

3. Either Party may suspend temporarily the application of this Agreement, either totally or in part. Notice of suspension shall be given immediately to the other Party through the diplomatic channel.

4. Either Party may terminate this Agreement, with three months' notice, by notifying the other Party through the diplomatic channel.

5. Unless otherwise agreed by the Parties, termination or temporary suspension of this Agreement shall not affect the right to stay of persons who already hold a working holiday visa.

DONE at Paris on 18 February 2011 in two copies in the French and Spanish languages, both texts being equally authoritative.

For the Government of the Argentine Republic:

D. HÉCTOR MARCOS TIMERMAN

For the Government of the French Republic:

MICHELLE ALLIOT-MARIE